



■ **Dr. Zeinab Magdy Mohamed**

*Maîtresse de conférences en sciences politiques,  
Faculté d'économie et de sciences politiques,  
Université du Caire*



# L'impact du conflit sur la fragilité de l'État au Soudan (2019–2024)

## *Introduction:*

*Le Soudan occupe la deuxième place parmi les pays les plus fragiles au monde selon l'indice de l'État fragile (Fragile States Index – FSI) publié par FFP (Fund For Peace), avec un score de 109,3 sur 120 (le maximum de fragilité) en 2024. Cela est dû à l'instabilité politique et au conflit pour le pouvoir dont souffre le Soudan après la révolution de 2019. L'intensité du conflit s'est fortement accrue avec l'effondrement de l'alliance formée après 2019 entre l'armée soudanaise et les Forces de soutien rapide.*

Les indicateurs de la fragilité de l'État au Soudan étaient présents avant la révolution de 2019, le Soudan ayant atteint en 2018 un score de 108,6, occupant ainsi la septième place parmi les pays les plus fragiles. Les indicateurs de fragilité ont persisté après la révolution de 2019, et l'on observe qu'ils ont nettement augmenté en raison du conflit qui a suivi la révolution, et non de la révolution elle-même. En effet, la fragilité de l'État est passée de 108 en 2019 (année de la révolution) à 109,3 en 2024, après l'escalade du conflit entre les Forces armées soudanaises et les Forces de soutien rapide, plaçant ainsi le Soudan au deuxième rang mondial des États les plus fragiles.

Après la destitution d'Omar el-Béchar en 2019, le commandant des Forces de soutien rapide (Hemedti) et le commandant des Forces armées soudanaises (Al-Burhan) ont collaboré pour évincer le gouvernement civil de transition, formant une alliance commune pour s'emparer du pouvoir et marginaliser les forces civiles<sup>(1)</sup>. Or, en avril 2023, des combats violents ont éclaté entre Hemedti et Al-Burhan, les deux parties s'accusant mutuellement : Al-Burhan a qualifié

Hemedti et les Forces de soutien rapide de rebelles, tandis que Hemedti a qualifié Al-Burhan et les Forces armées soudanaises de putschistes et de résidus de l'ancien régime.

## **Problématique de l'étude :**

La présente étude aborde une problématique importante : la relation dialectique entre le conflit pour le pouvoir et la fragilité de l'État. Les avis des chercheurs divergent quant à la question de la priorité : le conflit précède-t-il la fragilité ou l'inverse ? Certains affirment que le conflit au sein de l'État aggrave les indicateurs de fragilité et conduit à son échec, tandis que d'autres soutiennent le contraire, considérant que le conflit n'est qu'une conséquence de la fragilité de l'État. En effet, lorsque tous les indicateurs de fragilité sont réunis et que l'État devient faible, il devient facile pour les élites de s'affronter pour le pouvoir.

Cette étude tente d'examiner cette relation dialectique : le conflit est-il une porte d'entrée vers la fragilité de l'État ou bien la fragilité elle-même conduit-elle au conflit ? Ainsi, la question de recherche est la suivante :

***Quelle est la nature de la relation entre le conflit et la fragilité de l'État au Soudan ?***

***Objectifs de l'étude :***

Cette étude vise à définir le concept d'État fragile et à clarifier la différence entre ce concept et celui d'État défaillant. Elle a également pour objectif de présenter l'indice de l'État fragile (Fragile States Index) et de clarifier les différents déterminants de la fragilité de l'État. Elle cherche à analyser le conflit actuel au Soudan, en expliquant son histoire, les différentes parties impliquées, la nature du conflit, ses déterminants et sa relation avec la fragilité de l'État, dans le but de formuler des recommandations et des solutions au conflit en cours au Soudan.

***Questions de l'étude :***

***De la question principale découlent les interrogations suivantes :***

- 1- Que signifie le concept d'État fragile et quels en sont les déterminants ?
- 2- Le conflit actuel au Soudan a-t-il des racines historiques ?
- 3- Quels sont les indicateurs de la fragilité de l'État au Soudan ?
- 4- Le conflit actuel au Soudan a-t-il entraîné une augmentation des niveaux de fragilité de l'État ?
- 5- Quel est l'avenir du conflit actuel au Soudan ?

***Cadre spatio-temporel :***

- 1- Cadre spatial : L'étude se concentre sur le concept d'État fragile et tente de l'appliquer au cas du Soudan.
- 2- Cadre temporel : La période d'étude commence en 2019, avec le déclenchement de la révolution populaire soutenue par l'armée soudanaise, qui a conduit à la chute du régime d'El-Béchir, et se poursuit jusqu'en 2024, en raison des conséquences continues de la révolution de 2019 et du conflit armé entre les Forces armées soudanaises et les Forces de soutien rapide, qui a éclaté en avril 2023.

***Méthodologie de l'étude :***

L'étude utilise l'approche structuro-fonctionnaliste de Gabriel Almond, en raison de son adéquation avec le sujet traité. Dans cette approche, Almond met l'accent sur le

concept de fonction, considérant que l'essence de la fonction est l'étude de l'activité ou des activités nécessaires à la continuité du système. L'incapacité du système de remplir ces fonctions conduit à un déséquilibre fonctionnel, ce qui réduit les chances de survie et de continuité du système<sup>(2)</sup>.

En appliquant cette théorie au cas étudié, on observe que tout État doit remplir certaines fonctions comme la réponse aux besoins fondamentaux de ses citoyens et que le non-accomplissement de ces fonctions entraîne la fragilité et la faiblesse de l'État, pouvant mener à son échec et à son effondrement. Lorsqu'on applique cette approche au Soudan, on constate que depuis les manifestations de 2019, l'État souffre d'un dysfonctionnement et d'une incapacité d'assurer ses fonctions principales, comme la garantie de la sécurité de ses citoyens ou la réponse à leurs besoins essentiels, ce qui a conduit à un score élevé sur l'indice de l'État fragile (FSI).

***Plan de l'étude :***

***L'étude aborde les points suivants :***

- 1- L'encadrement conceptuel de l'étude.
- 2- L'impact du conflit sur la fragilité de l'État au Soudan, divisé en plusieurs points :
  - L'histoire du conflit au Soudan.
  - Les indicateurs de désunion (le conflit actuel entre les Forces armées soudanaises – SAF – et les Forces de soutien rapide – RSF).
  - Les indicateurs politiques de la fragilité de l'État au Soudan.
  - Les indicateurs économiques de la fragilité de l'État au Soudan.
  - Les indicateurs sociaux de la fragilité de l'État au Soudan.
- 3- Les résultats et recommandations de l'étude.
- 4- La conclusion de l'étude.

***I- L'encadrement conceptuel de l'étude***

***Le concept d'État fragile :***

L'utilisation du terme « État défaillant » s'est répandue dans les années 1990 et durant la première décennie du XXI<sup>e</sup> siècle pour désigner les États incapables d'exercer leurs fonctions essentielles. Le Fonds pour la Paix (the Fund for Peace) a publié depuis 2005 un indice de l'État défaillant (Failed State Index) pour mesurer le



## *L'impact du conflit sur la fragilité de l'État au Soudan (2019–2024)*

*Dr. Zeinab Magdy Mohamed*

degré d'échec d'un État. Ce concept a ensuite fait l'objet de nombreuses critiques tant sur le plan politique qu'académique. C'est pourquoi, la notion d'« État défaillant » a été remplacée par celle d'« État fragile » (Fragile State) ainsi que le nom de l'indice publié par le Fonds pour la Paix a été modifié en Fragile States Index (FSI) à partir de 2014 <sup>(3)</sup>.

De nombreuses études ont analysé les concepts d'État fragile et d'État défaillant, en soulignant que ces deux notions n'ont ni émergé simultanément ni suivi les mêmes trajectoires. Le concept d'État défaillant a été introduit par les analystes de politique étrangère au début des années 1990, dans le contexte de l'après-guerre froide, lorsque les savants ont cherché à décrire l'émergence inquiétante de conflits civils ayant entraîné, dans certains pays, la désintégration des institutions étatiques, la stagnation économique et la détérioration de la sécurité. Parmi les exemples figurent les guerres en Bosnie et en Croatie, les conflits entre factions en Somalie, et l'échec du gouvernement cambodgien à mettre fin à la guérilla des Khmers rouges. Ces situations ont donné lieu à de nouvelles formes de guerre dépassant le cadre traditionnel, accompagnées de nouveaux termes pour désigner les États tels que « quasi-État », « État défaillant » ou « État effondré ». Le terme « État défaillant » (Failed State) s'est largement diffusé, notamment au sein de l'administration américaine après les attentats du 11 septembre, dans le domaine de la sécurité internationale<sup>(4)</sup>.

Quant au terme « État fragile », il s'est répandu par le biais des bailleurs d'aide et des agences techniques œuvrant dans les domaines du développement, de l'aide humanitaire et de la consolidation de la paix. Il a été utilisé en particulier par l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) et la Banque mondiale depuis le milieu de la première décennie du XXI<sup>e</sup> siècle, pour désigner les pays les plus pauvres et les moins stables, incapables de satisfaire les normes minimales fixées par les principaux donateurs d'aide au développement, et dans lesquels la légitimité de l'État et l'autorité de ses institutions sont en déclin. Le concept s'est largement répandu après que le Fonds pour la Paix a remplacé en 2014 l'intitulé de son indice, passant de Failed States Index à Fragile States Index.

**Les études portant sur les concepts d'État défaillant et d'État fragile se divisent en deux courants <sup>(5)</sup>:**

- **Le premier courant** se concentre sur les structures institutionnelles de l'État, c'est-à-dire sur ses institutions et leur capacité d'accomplir leurs fonctions afin d'assurer la stabilité de la société. Par conséquent, les études de ce courant s'intéressent à la capacité de l'État de réaliser le développement, de protéger la sécurité nationale, ainsi qu'aux politiques adoptées à cette fin. Ce courant comprend notamment les études menées par les bailleurs d'aide humanitaire comme la Banque mondiale, l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID), et le ministère britannique du Développement international.

- **Le second courant** se focalise, en étudiant la distinction entre les deux concepts concernés, sur les causes profondes de l'échec de l'État et les facteurs menant à la déstabilisation de celui-ci. Les recherches dans ce domaine mettent l'accent sur les déterminants politiques, économiques, sociaux et environnementaux de la fragilité de l'État. Elles proposent un ensemble d'indicateurs témoignant de l'érosion de l'autorité et de la légitimité étatiques, parmi lesquels : des indicateurs liés à la structure politique, comme la performance bureaucratique faible, la corruption et la gouvernance autoritaire ; des indicateurs liés à l'environnement social, tels que les guerres civiles, les inégalités sociales et la pauvreté ; ainsi que des indicateurs externes, tels que les interventions internationales, les guerres et la dégradation de l'environnement<sup>(6)</sup>.

Le Fonds pour la paix (Fund for Peace – FFP) établit 12 indicateurs pour mesurer les pressions et les capacités reflétant le degré de fragilité ou de stabilité d'un État. Parmi lesquels : trois indicateurs évaluent la cohésion de l'État, liés aux appareils sécuritaires, aux élites et aux griefs collectifs ; trois indicateurs économiques : le déclin économique, le développement économique inégal et la fuite des cerveaux ; trois indicateurs politiques : la légitimité de l'État, la fourniture des services publics, le respect des droits de l'homme et l'État de droit ; et trois indicateurs sociaux : les pressions démographiques, le nombre de déplacés et de réfugiés, et l'intervention extérieure<sup>(7)</sup>.

La Banque mondiale (WB) définit l'État fragile comme un État confronté à des défis graves tels que l'instabilité politique résultant des conflits armés, les violences persistantes, la faiblesse des capacités institutionnelles et la mauvaise gouvernance.

Quant à l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), elle considère qu'un État devient fragile lorsque ses structures manquent de volonté politique ou de capacité d'assurer les fonctions essentielles nécessaires à la réduction de la pauvreté, à la sécurité, à la protection des droits de l'homme et au développement de sa population.

L'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID) utilise le terme d'État fragile pour désigner un large éventail d'États défailants ou en voie de redressement. Elle distingue entre les États fragiles exposés au risque et les États défailants déjà en situation de crise et de danger. L'État vulnérable (Vulnerable State) est un État qui ne veut pas ou ne peut ni assurer suffisamment la sécurité ni fournir des services de base à de larges segments de sa population, remettant ainsi en cause la légitimité du gouvernement. Tandis que les États en crise (State in Crisis) sont ceux dans lesquels le gouvernement est incapable d'exercer un contrôle effectif sur son territoire, et qui ne peuvent pas ou ne veulent pas fournir des services vitaux à une grande partie de leur territoire ; la légitimité du gouvernement y est faible, voire inexistante, et ils se caractérisent par un conflit violent permanent.

Le ministère britannique du Développement international définit l'État fragile comme un État dont le gouvernement est incapable d'assurer les fonctions essentielles pour la majorité de sa population. La fragilité de l'État ne se limite pas aux pays en conflit ; le concept d'État fragile inclut aussi bien les pays touchés par des conflits et des guerres civiles que ceux dotés de gouvernements forts mais qui ne s'emploient ni à réduire la pauvreté ni à respecter les droits de l'homme<sup>(8)</sup>.

**Les déterminants de la fragilité de l'État :**  
**Il existe de nombreuses raisons contribuant à la fragilité de l'État, parmi les plus importantes figurent :**

**1- La faiblesse des institutions politiques**

Cela signifie l'existence d'institutions politiques faibles, incapables de gérer et de

distribuer les ressources de l'État de manière à assurer l'égalité et la justice sociale. La stabilité de tout État repose sur l'équilibre de ses institutions politiques et leur capacité de remplir leurs missions. En parlant d'équilibre des institutions de l'État, il faut mentionner trois éléments fondamentaux qui composent les systèmes politiques :

**Premièrement**, le choix, c'est-à-dire la manière de désigner les dirigeants et le gouvernement, que ce soit par des élections périodiques, par nomination, ou par prise de pouvoir par la force. **Deuxièmement**, le pouvoir, c'est-à-dire les limites du pouvoir exécutif : est-il le plus puissant dans l'État ou existe-t-il un équilibre entre les trois pouvoirs (exécutif, législatif et judiciaire) ? **Troisièmement**, la participation, c'est-à-dire le degré de participation des citoyens au processus politique<sup>(9)</sup>.

**2- Le déclin économique**

La croissance économique et la réduction de la pauvreté sont parmi les facteurs les plus importants du renforcement de l'État. Toutefois, cette croissance dépend de certaines conditions, comme la paix, la stabilité et la bonne gouvernance. La croissance économique ne peut être atteinte sans institutions solides. La différence entre les pays en matière de qualité institutionnelle explique pourquoi certains pays connaissent un déclin économique alors que d'autres similaires enregistrent une croissance.

De nombreux États fragiles possèdent des institutions faibles, ce qui se traduit par de faibles niveaux d'investissement intérieur et extérieur dans le développement humain et les infrastructures.

Les chercheurs divergent quant à la nature et à la direction de la relation entre la fragilité de l'État et le développement économique et social. Certains supposent que la croissance économique peut accroître la fragilité, car elle entraîne des changements structurels dans les institutions de l'État, lesquels peuvent affaiblir les coalitions politiques et modifier l'équilibre des forces entre les différents groupes d'intérêt<sup>(10)</sup>.

D'autres chercheurs affirment que la fragilité peut forcer les gouvernements rebelles à entreprendre les réformes longtemps attendues. Si, à court terme, le changement aggrave la fragilité, à long terme, les systèmes politiques



## *L'impact du conflit sur la fragilité de l'État au Soudan (2019–2024)*

*Dr. Zeinab Magdy Mohamed*

solides réussissent à rétablir leur équilibre.

Cette divergence d'opinions s'explique par le fait que l'émergence de la fragilité dépend de nombreux autres facteurs. Le seul déclin économique ne suffit pas à expliquer la fragilité de l'État, mais il y contribue en interaction avec d'autres facteurs.

### **3- Les ressources naturelles**

La violence dans les États fragiles résulte des conflits et des luttes autour des ressources naturelles, comme la terre et l'eau. De nombreux cas illustrent la contribution des ressources naturelles au déclenchement des conflits, comme en Sierra Leone, en Angola et au Soudan. En revanche, ce n'est pas toujours le cas : certains conflits ne sont pas liés aux ressources naturelles, comme ceux du Népal, du Sénégal, de la Bosnie ou du Liban. De même, tous les pays riches en ressources naturelles ne connaissent pas forcément de conflits, comme le Canada ou le Botswana.

Les conflits violents naissent souvent des manœuvres politiques des groupes concurrents pour le pouvoir, qui cherchent à contrôler les ressources naturelles. L'abondance de ces ressources donne aux détenteurs du pouvoir des incitations à les distribuer de manière inéquitable pour servir leurs propres intérêts, ce qui pousse les partis d'opposition à recourir à des moyens illégaux pour modifier cette répartition, notamment à travers des émeutes ou des coups d'État. Le problème ne réside pas dans les ressources naturelles elles-mêmes, mais dans la manière dont elles sont utilisées et distribuées par ceux qui détiennent le pouvoir.

### **4- Les conflits violents**

Le conflit violent représente l'échec ultime de la communication et de la négociation entre les groupes en conflit. Il constitue l'aspect destructeur de tout processus de développement. Il y a un débat qui consiste à savoir si le conflit violent est une cause ou une conséquence de la fragilité de l'État. Or, de nombreuses preuves montrent qu'il s'agit d'une cause qui renforce la fragilité de l'État et son instabilité. La guerre civile est aujourd'hui la forme la plus courante de conflit violent<sup>(11)</sup>.

### **5- Les périodes de transition**

Les systèmes politiques et les institutions de l'État tirent leur légitimité du peuple qu'ils

gouvernent. Sans cette légitimité, le régime ne peut pas durer à long terme. L'ancienneté des institutions peut aussi leur conférer une légitimité, à condition qu'elles répondent aux attentes du peuple. Cela explique la stabilité des régimes autoritaires : si le régime, bien que répressif, continue de fournir des services au peuple, celui-ci ne cherchera pas à en changer la structure. Inversement, lorsqu'un État ne parvient plus à offrir des services à son peuple, celui-ci cesse d'attendre quoi que ce soit du gouvernement, qui perd ainsi sa légitimité, ce qui pousse la population à vouloir changer les structures politiques.

Lorsque les institutions de l'État sont en période de transition, et que l'État, auparavant pourvoyeur de services, ne les assure plus, il est naturel que le peuple ressente frustration et mécontentement envers le régime et les institutions, ce qui entraîne la perte de légitimité du régime et la fragilité de l'État. Les systèmes politiques en transition de la dictature vers la démocratie peuvent également être instables à cause de l'augmentation des revendications politiques, qui nécessitent du temps pour réaliser, provoquant ainsi un sentiment de frustration à l'égard des nouveaux acteurs.

### **6- Les chocs extérieurs**

Les États ne vivent pas isolés les uns des autres ; ils sont fortement influencés par les événements survenant dans d'autres pays. Plus ces événements sont majeurs ou extrêmes, plus ils sont susceptibles d'avoir un impact sur les États voisins, surtout si les institutions y sont faibles ou si les divisions sociales y sont marquées. Les chocs extérieurs alimentent la fragilité de l'État. Tel est le cas du conflit dans les Balkans, qui s'est propagé de la Slovénie à la Croatie, à la Bosnie, au Kosovo et à la Macédoine.

### **7- La géographie, le climat et les maladies**

La situation géographique d'un État peut contribuer à sa fragilité, en entraînant sa stagnation économique ou en exerçant des pressions sur lui. Les pays enclavés, sans accès à la mer, ont souvent un produit intérieur brut inférieur à celui des pays côtiers, car il leur est plus difficile d'exporter leurs produits ou d'attirer les investissements étrangers. Si les terres d'un pays sont montagneuses et au relief difficile, elles seront difficiles à cultiver, ce qui

empêche l'autosuffisance alimentaire et pousse à la dépendance aux importations, entravant ainsi la croissance économique. Les conditions climatiques jouent aussi un rôle important dans la fragilité de l'État. Si un pays est constamment exposé à des catastrophes naturelles telles que les tremblements de terre ou les inondations, il devient difficile d'exploiter ses terres, et les risques naturels peuvent détruire les infrastructures et bloquer tout développement. La propagation de maladies infectieuses, comme le VIH/sida, peut aussi nuire à la capacité de l'État de se gouverner efficacement. Par exemple, les pays d'Afrique australe ont connu une récession économique en raison de la propagation du virus du sida.

#### **8- Le système international et les interventions extérieures**

Les bailleurs de fonds comme la Banque mondiale et le Fonds monétaire international, ainsi que les investisseurs comme les entreprises multinationales, font partie de l'économie nationale de l'État. La relation de l'État avec ces acteurs peut grandement contribuer à la lutte contre la pauvreté et à la réduction de la fragilité grâce aux subventions et aides reçues.

Cependant, dans de nombreux cas, le rôle de ces acteurs peut aussi aggraver la fragilité de l'État à travers les interventions, les conditionnalités et les mesures de réforme institutionnelle qu'ils imposent pour octroyer leurs aides. Ces mesures peuvent entraîner des troubles politiques et des violences internes, car la réforme institutionnelle et la transition vers la démocratie nécessitent un long processus<sup>(12)</sup>.

#### **L'indice de l'État fragile (FSI)**

L'indice de l'État fragile (FSI) est un indicateur qui classe chaque année 179 pays en fonction des différentes pressions auxquelles ils sont confrontés et qui contribuent à leur fragilité. L'indice comprend plusieurs indicateurs permettant de mesurer la fragilité d'un État, notamment des indicateurs de cohésion, des indicateurs économiques, politiques et sociaux<sup>(13)</sup>.

- **Les indicateurs de cohésion** portent sur la solidité de l'appareil sécuritaire, c'est-à-dire le degré de corruption en son sein, l'existence de conflits internes et de coups d'État, la cohésion des élites et l'existence éventuelle de conflits

ou de divisions entre elles, ainsi que les griefs collectifs, à savoir les tensions et violences entre groupes résultant de l'incapacité de l'État d'assurer la sécurité et d'imposer la loi.

- Les indicateurs économiques comprennent le déclin économique, la pauvreté, l'incapacité de l'État de satisfaire les besoins fondamentaux de ses citoyens, le développement inégal issu d'une répartition des services fondée sur des critères ethniques, religieux ou régionaux, ainsi que la fuite des cerveaux due au manque d'opportunités professionnelles, ce qui entraîne l'émigration et la diminution du capital humain.

- **Les indicateurs politiques** englobent la légitimité de l'État, qui s'érode en raison de la corruption, de la fraude électorale, de la faible participation politique et de la diminution des niveaux des services publics, c'est-à-dire l'incapacité de l'État de fournir des services de santé, d'éducation ou d'infrastructures ; les droits de l'homme, incluant les libertés civiles, politiques et la liberté de la presse ; ainsi que l'État de droit.

- **Les indicateurs sociaux** incluent les pressions démographiques telles que les catastrophes naturelles, les maladies, la pénurie alimentaire, la pollution environnementale, la croissance démographique et le taux élevé de mortalité ; le nombre important de réfugiés et de déplacés, les maladies qui en résultent, et l'incapacité de les intégrer ; et enfin, les interventions extérieures, qu'elles soient sous forme d'aides internationales, de présence de forces de maintien de la paix, de missions onusiennes, de notation de crédit de l'État ou d'interventions militaires étrangères<sup>(14)</sup>.

## ***II- L'impact du conflit sur la fragilité de l'État au Soudan***

### **1. L'histoire du conflit au Soudan**

En revenant sur l'histoire, on constate que le Soudan a traversé de nombreuses guerres civiles en raison de sa société divisée sur les plans ethnique, tribal et politique. L'histoire des guerres civiles au Soudan remonte aux années 1950, lorsque le pays a connu les combats du Mouvement populaire de libération du Soudan durant les périodes 1955–1972 et 1983–2005. Ces affrontements ont conduit à l'indépendance du Soudan du Sud en 2011.



## *L'impact du conflit sur la fragilité de l'État au Soudan (2019–2024)*

*Dr. Zeinab Magdy Mohamed*

Depuis son indépendance, le Soudan a également connu de nombreux coups d'État militaires. Omar el-Béchéir est arrivé au pouvoir à la suite du coup d'État militaire de 1989 et est resté à la tête du pays jusqu'au renversement de son régime en 2019. Pendant son règne, le Soudan a souffert de conditions ayant contribué à la fragilité de l'État : économie en déclin, violations des droits de l'homme, crimes de guerre, crimes contre l'humanité, génocides, guerres civiles et déplacements de population depuis des États comme le Darfour, le Sud-Kordofan et le Nil Bleu, ainsi que la sécession du Soudan du Sud qui est devenu un État indépendant<sup>(15)</sup>.

Le Soudan a également connu plusieurs accords de paix de mauvaise qualité, qui profitaient surtout aux hauts gradés des groupes armés. En 2006, le gouvernement d'Omar El-Béchéir a signé simultanément trois accords de paix :

l'Accord de paix global avec l'Armée populaire de libération du Soudan (SPLM/A) pour mettre fin à la longue guerre au Darfour ; l'Accord d'Abuja avec l'Armée de libération du Soudan (DPA), dirigée par Minni Minnawi et plusieurs groupes armés de la région du Darfour ; et l'Accord de paix de l'Est du Soudan (ESPA) avec le Front de Beja et les Libres Rachayda.

Tous ces accords ont échoué à renforcer le pouvoir central et à permettre à l'armée nationale de monopoliser la violence et la force armée. Ils n'ont pas apporté de stabilité, mais au contraire ont exacerbé la division entre les groupes armés et l'État lui-même, augmentant la polarisation et les conflits. L'accord de paix de l'Est (ESPA), par exemple, a transformé un conflit de faible intensité en un conflit complexe dans l'Est du Soudan, intensifiant les conflits tribaux. Le Soudan a ainsi enregistré les scores les plus élevés sur l'indice de l'État fragile en 2006 et 2007, occupant la première place avec des scores de 112,3 et 113,7<sup>(16)</sup>.

Ces accords ont également incité de nombreux groupes armés à se battre dans le but d'obtenir des postes et des avantages via des accords de partage du pouvoir. L'Accord de paix global, par exemple, a entraîné des divisions parmi les groupes armés du Darfour, qui ont persisté même après la signature de l'Accord de paix de Doha en 2011. À la fin de l'année 2019, plus de 80

groupes armés étaient connus dans la région du Darfour.

L'émergence de Hemedti et des Forces de soutien rapide (RSF) trouve ses racines profondes dans l'histoire du pays. Des décennies d'accords de paix ratés et de militarisation par le gouvernement central envers les régions ont conduit les forces de Hemedti à rejoindre le gouvernement pour combattre les rébellions. La carrière de Hemedti a commencé dans le contexte de l'accord de paix au Darfour ; en 2007, il a exprimé ses griefs contre le gouvernement central et a décidé de combattre aux côtés des groupes armés en créant sa propre milice. Le gouvernement central l'a alors incité à le rejoindre en lui offrant un grade militaire et de l'argent<sup>(17)</sup>.

Au cours de la première décennie du XXI<sup>e</sup> siècle, El-Béchéir est parvenu à réprimer plusieurs vagues de protestations, mais le soulèvement de décembre 2018, déclenché par sa décision de lever les subventions sur le pain, était trop difficile à être réprimé. Le mouvement a grandi, un syndicat nommé l'Association des professionnels soudanais (SPA) a pris forme, devenant la direction informelle des manifestations qui se sont propagées dans tout le pays. Une unité sans précédent s'est formée entre les forces d'opposition en janvier 2019, intégrant des groupes armés, des organisations de la société civile et des partis d'opposition, tous unis autour d'une déclaration commune marquant la naissance des Forces de la liberté et du changement.

Les manifestations ont atteint leur apogée en avril 2019, lorsque les manifestants ont organisé un sit-in devant le quartier général de l'armée à Khartoum. De jeunes officiers ont promis de protéger les manifestants. Les dirigeants de l'armée, des RSF et des services de renseignement se sont exprimés sur leur méfiance mutuelle. L'institution militaire s'est rangée du côté des manifestants, et l'armée est intervenue pour soutenir le mouvement populaire réclamant la chute du régime d'El-Béchéir et le transfert du pouvoir à un gouvernement civil. El-Béchéir a ainsi été destitué, et un Conseil militaire a été formé pour diriger le pays pendant la transition, appelé Conseil de souveraineté, dirigé par Abdel Fattah al-Burhan. Cette transition a cependant été entravée

par l'avidité des forces militaires pour le pouvoir et par les luttes internes entre ces forces<sup>(18)</sup>.

Dans les semaines suivantes, les généraux ont négocié avec les dirigeants des Forces de la liberté et du changement, mais les généraux de l'armée ont refusé toute concession susceptible de menacer leur hégémonie. Les civils ont rejeté tout compromis et exigé un gouvernement civil, organisant un sit-in pour refuser toute présence militaire dans les institutions de transition. La police a violemment dispersé le sit-in, frappant, violant les manifestants et jetant leurs corps dans le Nil. Ces événements ont causé environ 120 morts et 900 blessés.

Ces violences ont conduit les États-Unis à faire pression sur les Émirats arabes unis et l'Arabie saoudite pour qu'ils interviennent afin de limiter les violations commises par les forces armées contre les manifestants. En juin 2020, les généraux et les Forces de la liberté et du changement se sont mis d'accord sur les grandes lignes du partage du pouvoir. À travers une marche du million organisée par les forces populaires, les manifestants ont montré qu'ils n'étaient pas intimidés. Le 4 août, les généraux et les Forces de la liberté et du changement ont signé la déclaration constitutionnelle<sup>(19)</sup>.

Cette déclaration prévoyait une période de transition de plus de trois ans, la conclusion d'accords de paix avec les groupes armés, l'élaboration d'une nouvelle constitution, l'organisation d'élections libres, et la création d'un Conseil de souveraineté pour présider l'État, dirigé par le général Abdel Fattah al-Burhan, président du Conseil militaire, et Hemedti, commandant des Forces de soutien rapide, nommé vice-président, et ce jusqu'en mai 2021, date à laquelle le pouvoir devait être transféré aux civils<sup>(20)</sup>.

Durant cette période, l'État a continué de récompenser Hemedti pour son soutien à l'armée, ainsi que les groupes armés du Darfour et du Soudan du Sud par l'Accord de paix de Juba (JPA) en 2020. Cependant, le niveau de violence observé après cet accord a été sans précédent dans l'histoire du Soudan. La violence a atteint son paroxysme en avril 2023 lorsque Hemedti et les RSF ont négocié leur intégration dans les Forces armées soudanaises dans le

cadre d'un accord soutenu par la communauté internationale. L'armée a insisté pour que les RSF soient placées sous l'autorité du commandant en chef de l'armée afin d'unifier les forces armées soudanaises, tandis que Hemedti a refusé et exigé que les RSF dépendent d'un président civil élu. Ce désaccord a conduit à l'éclatement du conflit entre les Forces armées soudanaises, dirigées par Al-Burhan, et les Forces de soutien rapide, dirigées par Hemedti.

## **2- Indicateurs de désunion :**

(Le conflit actuel entre les Forces armées soudanaises – SAF – et les Forces de soutien rapide – RSF)

L'indicateur de désunion de l'État reflète les conflits et les divisions internes au sein de l'élite, ce qui se manifeste dans le conflit actuel au Soudan, un conflit entre élites opposant l'armée soudanaise et les Forces de soutien rapide. Après la révolution de 2019, l'armée avait convenu avec les forces civiles de créer un Conseil de souveraineté chargé de gouverner le Soudan pendant 39 mois, présidé pendant 21 mois par une personnalité militaire (le commandant des forces armées Abdel Fattah al-Burhan), puis par une personnalité civile. Toutefois, la détérioration des relations entre civils et militaires a conduit les militaires à refuser de céder le pouvoir en octobre 2021, déclenchant des manifestations populaires de contestation.

Un désaccord a ensuite surgi au sein même du bloc militaire quant au sort des Forces de soutien rapide : fallait-il les intégrer à l'armée soudanaise ou les maintenir comme une force indépendante relevant du Premier ministre ?<sup>(21)</sup>.

En avril 2023, le conflit entre l'armée soudanaise (composée de plus de 220 000 soldats) et les Forces de soutien rapide (environ 100 000 combattants, sans bases aériennes mais contrôlant une mine d'or) s'est transformé en lutte de pouvoir et en guerre totale. Les RSF ont commencé par assiéger la base aérienne de l'armée dans la ville de Merowe, au nord du Soudan, afin de neutraliser les forces aériennes et empêcher l'utilisation des avions. Elles ont également pris le contrôle des locaux du service de sécurité et de renseignement, ainsi que de ceux du Parti du Congrès national dissous, autrefois dirigé par el-Béchir, s'emparant de plusieurs



## L'impact du conflit sur la fragilité de l'État au Soudan (2019–2024)

Dr. Zeinab Magdy Mohamed

institutions en tirant parti de leur déploiement dans diverses zones de Khartoum et de la région du Darfour<sup>(22)</sup>.

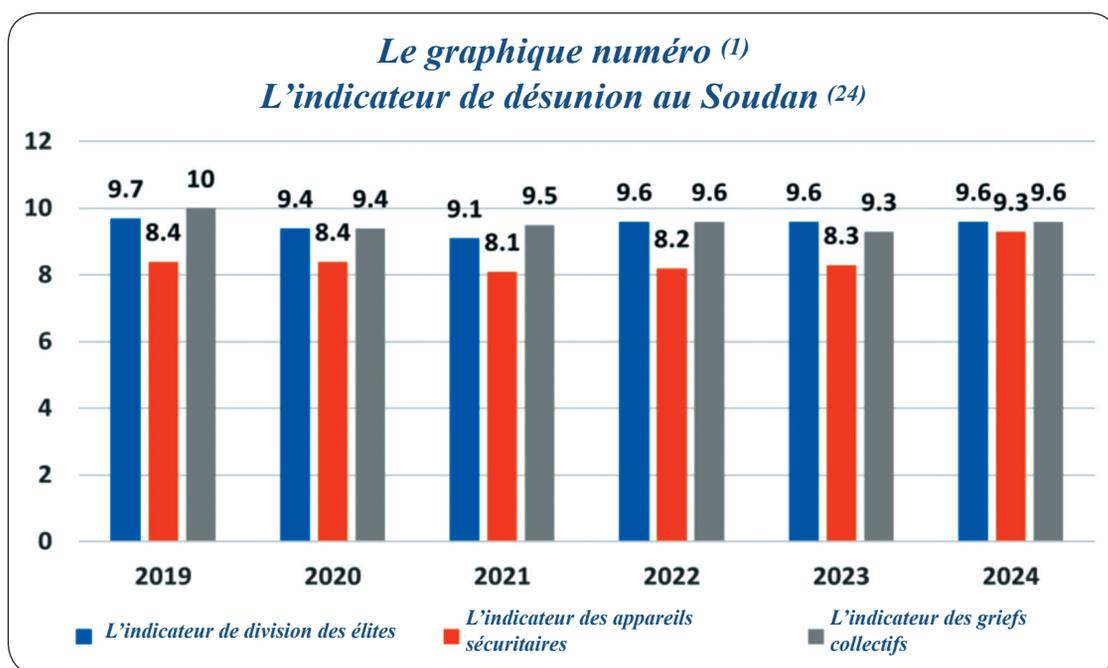
La guerre a entraîné la destruction de Khartoum, avant de s'étendre au Darfour et à El Fasher, lieu de refuge des déplacés du Darfour. Une trêve a ensuite été conclue, apaisant temporairement le conflit. Toutefois, celle-ci a rapidement été compromise lorsque les RSF ont lancé une offensive pour s'emparer de certaines parties du Darfour, provoquant la perte de plusieurs positions de l'armée, à l'exception d'une garnison à El Fasher. Les arrangements sécuritaires à El Fasher ont commencé à s'effondrer après que d'anciens chefs rebelles, comme le gouverneur du Darfour Minni Minnawi, ont rejoint les RSF dans l'est du Soudan, entraînant l'effondrement de la trêve. Avec l'intensification des affrontements dans les villages autour d'El Fasher et la poursuite des frappes aériennes de l'armée contre les positions des RSF, ces dernières ont mobilisé des milliers de combattants pour encercler la ville.

En avril 2024, la situation a atteint un point critique lorsque les groupes armés du Darfour se sont déclarés mutuellement la guerre. Les RSF ont imposé un siège à la ville, et les groupes

armés du Darfour ont commencé à attaquer à la fois les RSF et l'armée. L'armée a poursuivi ses bombardements, et le conflit s'est intensifié, avec des civils piégés dans des conditions désastreuses, sans abri ni accès à la nourriture ou à la sécurité, coincés dans des zones contrôlées par les RSF, tandis que les Forces armées soudanaises refusaient de laisser passer les convois d'aide vers ces zones.

En février 2024, le gouvernement dirigé par Abdel Fattah al-Burhan s'est déplacé de Khartoum à Port-Soudan, étant dans l'incapacité de gouverner depuis la capitale. Il a également annulé l'autorisation donnée à l'ONU d'acheminer l'aide depuis le Tchad vers les zones contrôlées par les RSF. Après de nouvelles négociations, le gouvernement de Burhan a proposé un passage pour l'aide via un unique point frontalier à Tina, encore sous son contrôle, mais ce point est inadapté à une opération humanitaire d'envergure<sup>(23)</sup>.

Le graphique ci-dessous, numéro (1), illustre l'indicateur de désunion au Soudan, qui comprend l'indicateur de division des élites (Fractionalized Elite), celui des appareils sécuritaires (Security Apparatus), et celui des griefs collectifs (Group Grievances) sur la période 2019–2024.



Selon l'indice de la fragilité de l'État (FSI), le taux de division des élites au Soudan a fortement augmenté après la révolution de 2019, le pays ayant enregistré un score de 9,7 pour cet indicateur en 2019 en raison de la révolution. La division s'est poursuivie au cours des années suivantes, avec un score de 9,6 en 2024. On observe une légère amélioration du taux de division des élites entre 2019 et 2024, ce qui signifie que la division au sein de l'élite était plus intense pendant la révolution de 2019 qu'après le conflit.

L'indicateur des appareils sécuritaires, qui reflète l'usage de la force et la disponibilité des armes, est également passé de 8,4 en 2020 à 9,3 en 2024. Ce constat est logique, car les périodes de conflit s'accompagnent généralement d'un accroissement de l'utilisation et de la circulation des armes.

L'indicateur des griefs sociaux, exprimant les plaintes des différentes catégories de la population, est passé de 9,4 en 2020 à 9,6 en 2024, ce qui confirme que le conflit a eu des effets négatifs sur la vie des citoyens.

### **3- Les indicateurs politiques de la fragilité de l'État au Soudan**

Les indicateurs politiques désignent l'érosion de la légitimité de l'État en raison de la corruption, de la fraude électorale, de la faiblesse de la participation politique, de l'incapacité de l'État de fournir des services de santé, d'éducation ou d'infrastructure, de la situation des droits de l'homme, de l'absence de libertés civiles et politiques, de la liberté de la presse et de l'état de droit.

En raison du conflit en cours, le Soudan est sans gouvernement effectif depuis octobre 2021. Après que l'armée a renversé le gouvernement de transition et le Premier ministre Abdallah Hamdok, elle a déclaré l'état d'urgence dans le pays. Les Nations Unies ont tenté de jouer un rôle de médiation pour résoudre la crise entre toutes les parties concernées. En décembre 2022, des politiciens et des civils ont proposé un accord-cadre pour résoudre la crise, qui devait être signé en avril 2023, mais celui-ci a été reporté, entraînant une situation d'instabilité politique et une intensification des protestations.

Un accord devait être conclu concernant la manière d'intégrer les Forces de soutien rapide dans l'armée et la façon dont l'armée serait dirigée par un pouvoir civil. Toutefois, un conflit a rapidement éclaté au sein même de l'élite et au sein

de la composante militaire, c'est-à-dire entre les Forces armées soudanaises et les Forces de soutien rapide. Cela a conduit à une perte de légitimité et à l'incapacité de l'État soudanais d'assurer ses fonctions, notamment dans les domaines de la santé et de l'éducation<sup>(25)</sup>.

Concernant la situation sanitaire au Soudan, le conflit a entraîné la fermeture de la plupart des établissements de santé dans tout le pays. Les combats ont provoqué la fermeture des centres de soins pour enfants à Khartoum, et l'hôpital de chirurgie cardiaque de la ville a été contraint de fonctionner uniquement en mode urgence. La Fédération internationale des sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge a mis en garde contre l'effondrement total du système de santé au Soudan. Trente-neuf des cinquante-neuf hôpitaux de Khartoum et des États voisins ont été fermés. Le conflit a également causé une pénurie d'approvisionnements médicaux. L'Organisation mondiale de la santé a signalé un manque aigu de sang, de matériel de transfusion, de solutés intraveineux et d'autres fournitures essentielles pour soigner les blessés dans les établissements de santé de Khartoum. Médecins sans frontières a confirmé que la fermeture des aéroports et de nombreuses routes terrestres était l'une des principales causes de cette pénurie.

Des attaques ont également visé des unités médicales. À Khartoum, des médecins ont signalé des bombardements sur un hôpital de la ville, tandis que l'hôpital Al-Muallim a été touché par des roquettes avant son évacuation. Des groupes armés ont pillé les fournitures médicales et d'autres équipements lors de raids. Même les hôpitaux éloignés des zones de conflit ont dû fermer leurs portes, en raison de l'impossibilité pour les services médicaux et le personnel d'accéder aux établissements, ainsi que de l'incapacité des citoyens à s'y rendre. Selon Médecins sans frontières, plus de 30 % de la population se trouve à plus de 30 minutes de l'hôpital le plus proche, et 20 % vit à une heure ou plus de l'établissement de santé le plus proche.

Concernant les infrastructures, elles ont été fortement endommagées par le conflit. Plusieurs rapports ont révélé les dégâts subis par l'aéroport international de Khartoum, principal aéroport du pays, en raison des violents bombardements entre l'armée et les Forces de soutien rapide. Des images satellites montrent les dommages subis par le réseau ferroviaire de Khartoum, les bâtiments



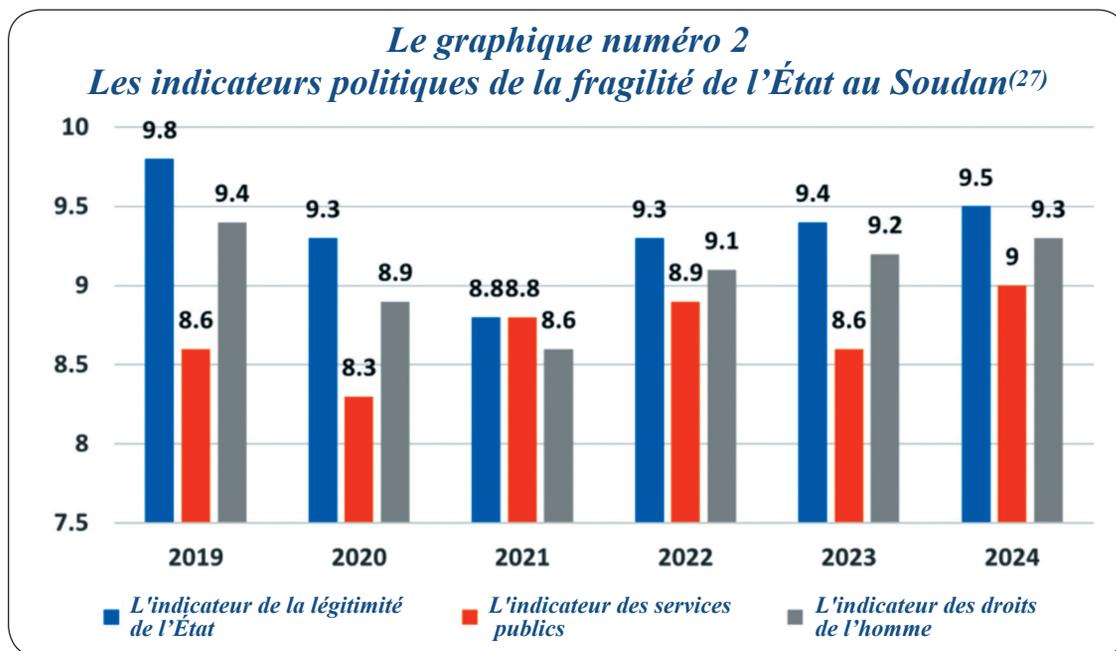
## L'impact du conflit sur la fragilité de l'État au Soudan (2019–2024)

Dr. Zeinab Magdy Mohamed

gouvernementaux, les avions militaires et civils, ainsi qu'un grand nombre d'installations d'eau et d'électricité, entraînant des coupures d'électricité et d'eau à Khartoum. Des restrictions ont également été imposées aux communications entre les Soudanais, les entreprises de télécommunications

ayant annoncé la suspension des services de réseau local<sup>(26)</sup>.

Le graphique suivant, numéro (2), montre les taux de légitimité de l'État, des droits de l'homme et de la prestation de services publics au Soudan entre 2019 et 2024, selon l'indice de fragilité de l'État.



Selon le graphique précédent, l'indicateur de légitimité de l'État au Soudan est passé de 9,8 en 2019 à 9,5 en 2024. Il s'agit d'une baisse légère, mais qui indique que le régime d'el-Béchir n'était pas légitime, et que la révolution contre lui en 2019 était une conséquence naturelle de cette illégitimité. La légitimité du régime s'est légèrement améliorée en 2024, ce qui pourrait s'expliquer par la souffrance des citoyens due au conflit, aux meurtres et à la violence, et par leur désir de mettre fin à la guerre, même si cela signifie rester sous régime militaire.

L'indicateur des services publics est passé de 8,6 en 2019 à 8,3 en 2020, avant de remonter légèrement à 9 en 2024. Quant à l'indicateur des droits de l'homme, il a baissé de 9,4 en 2019 à 9,3 en 2024, ce qui est logique en raison de l'augmentation des violations des droits humains.

#### 4- Les indicateurs économiques de la fragilité de l'État au Soudan

Ces indicateurs comprennent le déclin économique, la pauvreté, l'incapacité de l'État à satisfaire les besoins fondamentaux de ses

citoyens, le développement inégal résultant de la distribution des services publics par le gouvernement sur une base ethnique, religieuse ou régionale, ainsi que la fuite des cerveaux due à l'absence d'opportunités d'emploi, entraînant une baisse du capital humain.

Le Soudan souffrait, avant le conflit actuel, de nombreux problèmes économiques en raison du contrôle de l'État sur l'économie. L'activité économique reposait sur un certain nombre d'entreprises appartenant au gouvernement, ce qui a entraîné une propagation de la corruption et un développement économique déséquilibré<sup>(28)</sup>, du fait de l'accaparement des ressources de l'État par les élites et les entreprises alliées. Ces élites ont renforcé les monopoles, ce qui a faussé le marché. Malgré l'accumulation de milliards de dollars de recettes pétrolières, le gouvernement d'el-Béchir a échoué à investir dans la majorité des ressources du Soudan. Au lieu d'investir dans les secteurs agricoles et pastoraux, le gouvernement a injecté d'importantes sommes dans l'appareil sécuritaire hypertrophié et dans

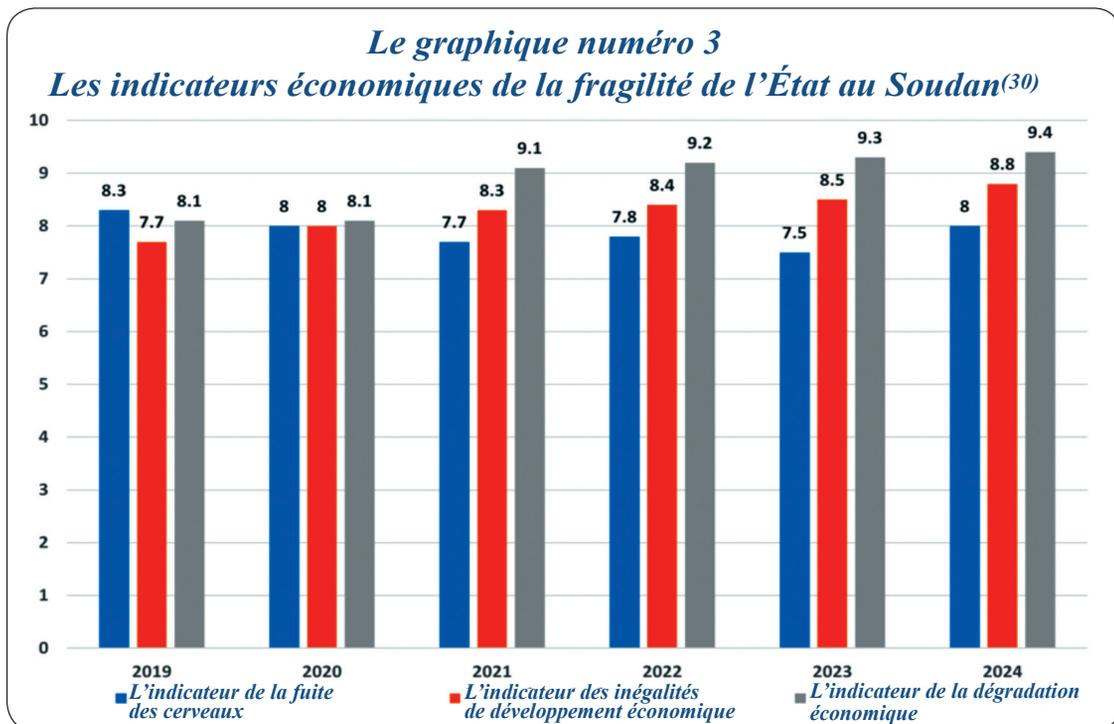
la bureaucratie, ce qui a entraîné l'accumulation des charges et de la dette.

Avec la sécession du Soudan du Sud en 2011, Khartoum a perdu une source essentielle de revenus pétroliers, ce qui a conduit à une forte inflation et à l'aggravation de la crise économique, laquelle constitue une cause majeure des protestations populaires de 2018<sup>(29)</sup>.

Le conflit actuel a provoqué une crise économique sévère, plus de 65 % de la population

vivant désormais sous le seuil de pauvreté. De la révolution de 2021 jusqu'en décembre 2022, le taux d'inflation a dépassé les 100 %. Le conflit a également entraîné un ralentissement des activités commerciales, la fermeture des marchés et une flambée des prix des denrées alimentaires.

Le graphique suivant, numéro (3), illustre les indicateurs économiques de la fragilité de l'État au Soudan sur la période 2019–2024.



Il ressort du graphique précédent que l'indicateur de la fuite des cerveaux a diminué, passant de 8,3 en 2019 à 8 en 2024. En revanche, les inégalités de développement économique ont augmenté, passant de 7,7 en 2019 à 8,8 en 2024. De même, la dégradation économique est passée de 8,1 à 9,4 en 2024.

### **5- Les indicateurs sociaux de la fragilité de l'État au Soudan**

Les indicateurs sociaux désignent les pressions démographiques telles que les catastrophes naturelles, les maladies, la pénurie alimentaire, la pollution environnementale, la croissance démographique et la hausse de la mortalité, ainsi que le nombre élevé de réfugiés et de déplacés, les maladies qui en découlent, l'incapacité à les accueillir, et les interventions extérieures

résultant de l'aide internationale, de la présence de forces de maintien de la paix, de missions des Nations Unies, de la notation de crédit de l'État ou des interventions militaires étrangères.

Parmi ces indicateurs dont souffrent des millions de personnes figurent le manque d'eau et de nourriture en raison de la persistance des violences. Les prix des denrées alimentaires ont triplé dans certaines régions à cause de la pénurie d'approvisionnements et de la fermeture continue des marchés et des commerces. Cela a conduit à une insécurité alimentaire généralisée, touchant environ 15 millions de personnes, avec un taux de malnutrition aiguë atteignant 15 %, soit environ trois millions de personnes. La plupart des enfants de moins de cinq ans souffrent de malnutrition aiguë ou modérée.



## L'impact du conflit sur la fragilité de l'État au Soudan (2019–2024)

Dr. Zeinab Magdy Mohamed

L'accès à l'eau potable est devenu extrêmement limité récemment, plus de 17 millions de personnes ne pouvant accéder à une eau de boisson sûre, et 24 millions de personnes n'ayant pas accès aux services d'assainissement. Dans les zones assiégées en raison du conflit en cours, les programmes humanitaires sont devenus la seule source d'approvisionnement en nourriture et en eau potable. En raison des attaques visant le personnel du Programme alimentaire mondial, certaines interventions ont été suspendues, aggravant encore la situation.

Les déplacements de population ont considérablement augmenté à cause du conflit. En 2023, de violents affrontements ont éclaté entre les tribus Massalit et les tribus arabes dans la ville de Foro Baranga, à l'ouest du Darfour, provoquant un important déplacement de population et l'incendie de nombreuses habitations. Dans le nord du Darfour, un conflit a opposé deux groupes de la tribu Beni Hussein. Des violences ont aussi éclaté entre les Arabes Zaghawa et les Massalit dans la localité d'El Geneina, dans l'État du Darfour occidental, entraînant la mort, les blessures et le déplacement d'un grand nombre de personnes, principalement des enfants, des personnes âgées et des femmes.

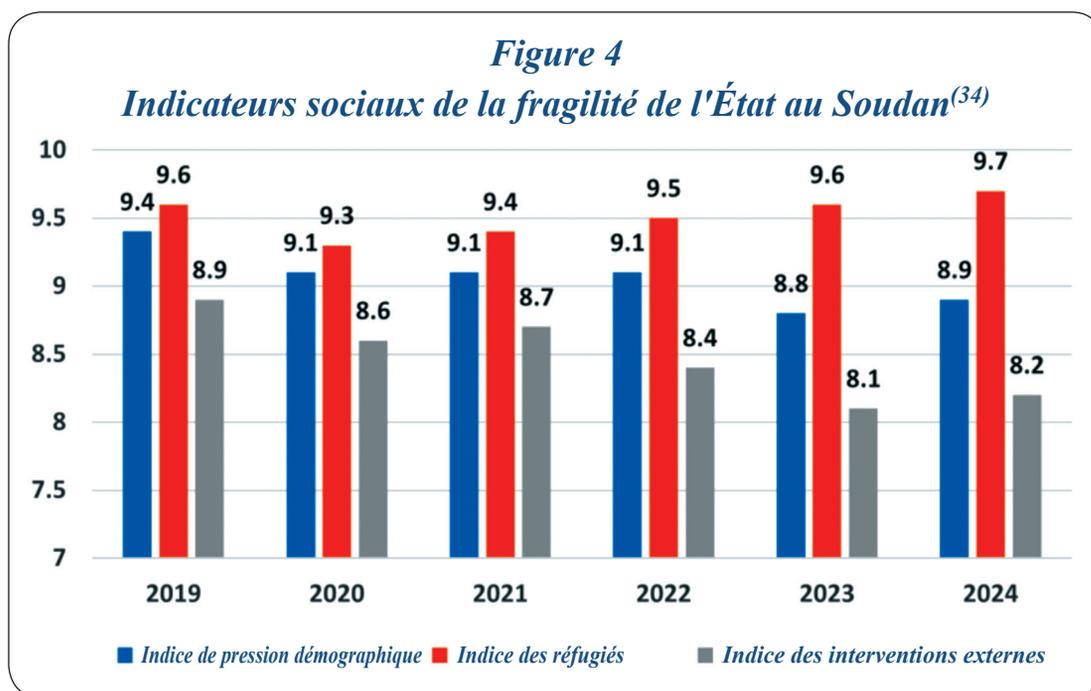
L'Agence américaine pour le développement international (USAID) a condamné les violences

résultant du conflit entre les Forces armées soudanaises et les Forces de soutien rapide, qui ont provoqué des déplacements massifs dans tout le pays, en particulier au Darfour, à Khartoum et au Kordofan, avec plus de 3,7 millions de personnes déplacées, dont 3 millions au Darfour uniquement. Les déplacés dans les camps de réfugiés subissent des agressions et des assassinats, certains camps ayant été bombardés, causant la mort de nombreux réfugiés<sup>(31)</sup>.

Le conflit a engendré un grand nombre de réfugiés cherchant à fuir vers les pays voisins du Soudan, tels que l'Égypte, l'Éthiopie, le Soudan du Sud et le Tchad<sup>(32)</sup>.

Le conflit, la malnutrition et les déplacements ont entraîné la propagation de nombreuses maladies. Le Soudan figure désormais parmi les quatre pays au monde où la population souffre le plus de malnutrition aiguë, ce qui a conduit à l'apparition de maladies comme le choléra, la dengue et le paludisme. La situation sanitaire s'est aggravée à cause de la destruction des infrastructures médicales, 70 à 80 % des établissements de santé dans les zones de conflit étant hors service<sup>(33)</sup>.

Le graphique suivant, numéro (4), illustre les indicateurs sociaux de la fragilité de l'État au Soudan pour la période 2019–2024.

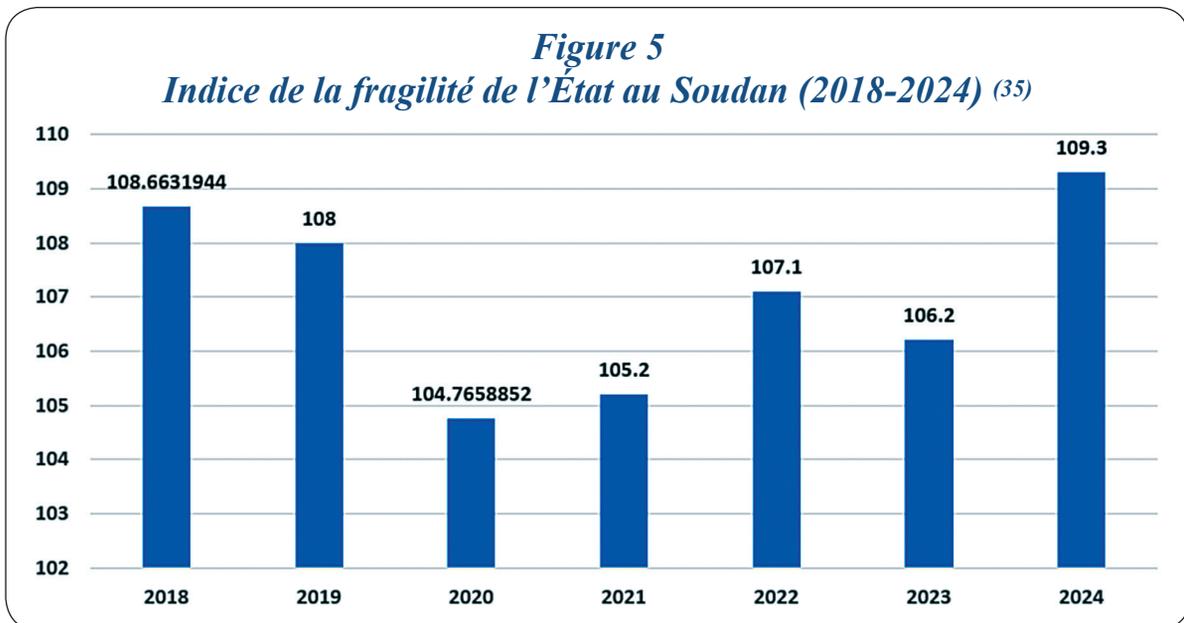


D'après le graphique précédent, les pressions démographiques liées à la population au Soudan sont passées de 8,8 en 2023 à 8,9 en 2024. Le problème des réfugiés, amplifié par la révolution et le conflit, est passé de 9,6 en 2019 à 9,7 en 2024. Les taux d'interventions extérieures économiques et politiques ont diminué, passant de 8,9 en 2019 à 8,2 en 2024, ce qui pourrait indiquer que les interventions extérieures pendant et après la révolution étaient plus visibles qu'au moment du conflit, durant lequel de nombreux acteurs extérieurs sont intervenus de manière indirecte et secrète.

### III- Résultats et recommandations de l'étude

#### 1 – Résultats de l'étude

Il ressort de ce qui précède que le conflit pour le pouvoir au Soudan a eu un impact significatif sur la fragilité de l'État, entraînant une hausse de l'indice de fragilité. L'étude montre également que le conflit a contribué à l'aggravation de la fragilité de l'État, et non l'inverse : tous les indicateurs de fragilité étaient moins élevés avant l'éclatement du conflit, mais ont fortement augmenté par la suite, comme le montre le graphique suivant.



Le graphique montre une augmentation de la fragilité de l'État soudanais en 2024, à un taux supérieur à celui des années précédant le conflit.

Après le conflit dans la région du Darfour, déclenché en 2003, les niveaux de fragilité de l'État ont fortement augmenté en 2006 et 2007, comme mentionné précédemment, période durant laquelle le Soudan a occupé la première place parmi les États les plus fragiles au monde. Bien que de nombreux accords de paix aient été signés pour résoudre le conflit, tous ont échoué. Il convient de noter que l'effet du conflit sur les indicateurs de fragilité ne se manifeste pas immédiatement, mais commence à apparaître

deux à trois ans après son déclenchement. Ainsi, le conflit de 2003 a conduit à une augmentation des indicateurs de fragilité en 2006 et 2007. De même, le conflit actuel, qui a commencé en 2023, commence à influencer sur les indicateurs de fragilité dès 2024, le Soudan occupant actuellement la deuxième place parmi les pays les plus fragiles au monde. Si le conflit n'est pas résolu, cela pourrait entraîner une fragilité encore plus grande et faire du Soudan le pays le plus fragile dans les années à venir.

Le tableau suivant indique le classement du Soudan parmi les pays les plus fragiles au monde entre 2018 et 2024.



## L'impact du conflit sur la fragilité de l'État au Soudan (2019–2024)

Dr. Zeinab Magdy Mohamed

### Un tableau montrant l'indice des États fragiles et le classement du Soudan selon l'indice(FSI) <sup>(36)</sup>

L'année	Le Centre	Indice des États fragiles au Soudan
2018	7	108.6631944
2019	8	108
2020	8	104.7658852
2021	8	105.2
2022	7	107.1
2023	7	106.2
2024	2	109.3

Le tableau ci-dessus montre une augmentation de l'indice de fragilité du Soudan, qui est passé de 107,1 en 2022 (avant l'éclatement du conflit entre l'armée soudanaise et les Forces de soutien rapide en avril 2023) à 109,3 en 2024. Le Soudan occupe désormais la deuxième place des États les plus fragiles en 2024, après avoir occupé les 7<sup>e</sup> et 8<sup>e</sup> places les années précédant le conflit, ce qui signifie que le conflit a aggravé la fragilité de l'État. Si le conflit n'est pas résolu, le Soudan pourrait devenir le pays le plus fragile du monde dans les prochaines années.

Le conflit actuel pourrait évoluer selon deux trajectoires : soit un scénario pacifique, soit une poursuite de la guerre.

Quant à la voie pacifique, elle semble difficile à atteindre, car les deux parties au conflit sont parvenues à un degré élevé de violence qu'il est difficile d'abandonner avant d'atteindre leurs objectifs respectifs. L'armée soudanaise souhaite intégrer les Forces de soutien rapide dans l'armée nationale, les soumettre à son autorité, contrôler leur équipement, leurs effectifs et leurs sources de financement, et limiter leur pouvoir au Darfour. En revanche, les Forces de soutien rapide refusent de se soumettre à l'armée soudanaise et souhaitent rester une force indépendante sous l'autorité exclusive du président de l'État. Tant que chaque partie reste campée sur ses positions, les chances de négociation et de cessation des violences demeurent très faibles.

La dynamique du conflit au Soudan est extrêmement complexe. Il n'est pas clair s'il s'agit d'un dossier relevant du Moyen-Orient, du monde arabe, de l'Afrique ou de la communauté internationale dans son ensemble, compte tenu des graves violations des droits humains. Ce flou

est accentué par l'échec des médias à couvrir les événements sur le terrain, les parties au conflit empêchant la presse de rapporter les faits.

Plusieurs organisations et pays – comme l'ONU, l'Union africaine, la Ligue arabe, l'Égypte, l'Arabie saoudite et les États-Unis – ont appelé à mettre fin aux combats et à s'asseoir à la table des négociations pour trouver une solution acceptable pour les deux parties. Ils ont proposé plusieurs initiatives de négociation, d'arrêt du conflit et de facilitation de l'aide humanitaire. Toutefois, toutes ces initiatives ont échoué et les affrontements se poursuivent jusqu'à ce jour.

Quant à la seconde trajectoire, celle de la poursuite du conflit jusqu'à la victoire d'une des parties, trois scénarios se dessinent :

**1- Le premier scénario**, le plus probable, est celui de la victoire de l'armée soudanaise sur les Forces de soutien rapide, en raison de sa supériorité en effectifs et en capacités aériennes, ainsi que du soutien de plusieurs acteurs locaux, régionaux et internationaux, étant donné qu'elle représente l'armée nationale. Dans ce cas, l'armée pourrait diriger la transition au Soudan en vue d'un transfert de pouvoir à un gouvernement civil par le biais d'élections libres, ou bien conserver le pouvoir et maintenir un régime militaire au Soudan.

**2- Le deuxième scénario**, le pire, est la poursuite du conflit et sa transformation en guerre civile, chaque partie continuant de contrôler les territoires qu'elle détient actuellement, ce qui pourrait aboutir à une division du Soudan en deux États, comme ce fut le cas auparavant avec la sécession du Soudan du Sud, aujourd'hui État indépendant souverain.

**3- Le troisième scénario**, le moins probable, est la victoire des Forces de soutien rapide sur l'armée

soudanaise avec le soutien de certains acteurs régionaux et internationaux. Cependant, ce scénario est très peu plausible, car l'armée soudanaise dispose de plus du double des effectifs des Forces de soutien rapide, ainsi que de capacités aériennes permettant de frapper les zones contrôlées par Hemedti, ce dont ne disposent pas les RSF. L'armée soudanaise étant l'armée nationale du pays, elle bénéficie également du soutien d'acteurs internationaux et régionaux qui souhaitent mettre fin au conflit.

Pour éviter le deuxième scénario, tous les acteurs – au niveau national, régional et international – doivent redoubler d'efforts pour mettre fin à ce conflit et empêcher l'éclatement de l'État soudanais.

## **2 – Recommandations de l'étude**

Il ressort de ce qui précède que le conflit actuel au Soudan est un conflit de pouvoir entre l'armée soudanaise dirigée par al-Burhan et les Forces de soutien rapide dirigées par Hemedti. Ce conflit pourrait, avec le temps, se transformer en un conflit ethnique, tribal et identitaire entre les tribus soutenant l'armée et celles soutenant les RSF, ce qui représente un danger non seulement pour la sécurité du Soudan, mais aussi pour celle de ses pays voisins, qui subissent actuellement un afflux de réfugiés soudanais fuyant le conflit, la violence et les massacres.

Ainsi, la résolution de ce conflit nécessite l'implication de toutes les forces locales, arabes, régionales et internationales, afin de faire pression sur les deux parties pour arrêter les combats, négocier et permettre l'entrée de l'aide humanitaire, tout en préservant la sécurité du Soudan et de ses pays voisins.

### **• Sur le plan national:**

toutes les parties et forces civiles au Soudan doivent œuvrer à résoudre le conflit et proposer des initiatives de compromis acceptables pour les deux parties. Les forces civiles doivent également créer une structure institutionnelle représentative des différentes tribus et ethnies du pays, afin d'équilibrer le pouvoir politique d'al-Burhan et de Hemedti sur le plan international, et de parler au nom du peuple soudanais. Un exemple de cela est survenu en octobre 2023, lorsque la coalition nommée "Al-Taqaddum" a rencontré Hemedti en Éthiopie et signé la Déclaration d'Addis-Abeba pour la cessation des hostilités, ce qui a constitué une avancée prometteuse dans la gestion du conflit.

Il convient également de rappeler que les forces et partis civils ont déjà tenté de proposer des initiatives de paix. L'exemple le plus notable est celui du document proposé début 2024 par les forces civiles, proposant une solution politique comprenant l'arrêt des hostilités, l'acheminement

de l'aide humanitaire, une trêve de deux mois, puis la formation d'un gouvernement civil de transition et d'une armée soudanaise unifiée sur une période de dix ans. Ce document est connu sous le nom d'initiative d'Abdallah Hamdok, ancien Premier ministre soudanais. Il complète les efforts précédents de résolution du conflit, tels que la Déclaration de Djeddah signée en mai 2023, la feuille de route de l'IGAD et de l'Union africaine, et la Déclaration de Manama signée en janvier 2024. Malgré tous ces efforts, le document a échoué, même après que le Conseil de sécurité a adopté en mars 2024 un projet de résolution appelant à une trêve pendant le mois de Ramadan, soutenu par 14 pays<sup>(37)</sup>.

### **• Sur le plan arabe et régional:**

les États doivent proposer des initiatives aux parties en conflit, à l'instar de l'accord américano-soudanais connu sous le nom d'Accord de Djeddah, signé en mai 2023 par l'armée soudanaise et les RSF, qui appelait à l'introduction de l'aide humanitaire et à un cessez-le-feu. Les deux pays ont ensuite exhorté les parties à prolonger l'accord et la trêve<sup>(38)</sup>.

Par ailleurs, l'Égypte doit jouer un rôle actif dans la résolution rapide du conflit, car la situation intérieure au Soudan a des répercussions sur la sécurité nationale égyptienne, pour deux raisons:

**La première** est que le Soudan est un pays voisin, et que les réfugiés soudanais y affluent pour fuir la guerre, ce qui pourrait faire de l'Égypte une porte d'entrée vers l'Europe pour l'immigration irrégulière.

**La deuxième**, plus importante, est que l'Égypte a besoin du soutien du Soudan pour résoudre la crise du Nil avec l'Éthiopie, car l'Égypte et le Soudan, situés en aval, sont les deux pays les plus affectés par le projet du barrage de la Renaissance. Leur coopération est essentielle pour garantir leur part des eaux du Nil, une question existentielle pour les deux États. Si le conflit persiste à cette intensité, le Soudan ne pourra se consacrer au dossier du Nil, étant absorbé par sa crise interne, laissant ainsi l'Égypte affronter seule l'Éthiopie. Il est donc impératif que l'Égypte intervienne pour inciter toutes les parties à cesser les combats, autoriser l'acheminement de l'aide humanitaire et accepter les négociations pour parvenir à une solution pacifique, assurant la sécurité, la stabilité et l'unité du Soudan et de son armée.

L'Égypte déploie d'ailleurs de grands efforts pour gérer cette crise, affirmant adopter une position équidistante entre les deux parties. Elle a accueilli un sommet des pays voisins du Soudan en juillet 2023 pour discuter des moyens de sortir de la crise, et a organisé une conférence réunissant les factions politiques et civiles soudanaises afin de parvenir à



## *L'impact du conflit sur la fragilité de l'État au Soudan (2019–2024)*

*Dr. Zeinab Magdy Mohamed*

une solution consensuelle, mettant fin à la crise et empêchant l'effondrement de l'État soudanais.

### • **Sur le plan international:**

les grandes puissances comme le Conseil de sécurité doivent s'efforcer sérieusement de résoudre le conflit, notamment en émettant une résolution obligeant les deux parties à négocier pour parvenir à un compromis, faute de quoi des sanctions sévères devraient être imposées aux deux camps, telles que des sanctions économiques et le tarissement de leurs sources de financement, en incitant les pays qui les soutiennent à cesser toute aide.

Il convient de noter que l'Union européenne a imposé, en janvier 2024, des sanctions aux

entreprises produisant des armes et équipements militaires pour les Forces armées soudanaises et les RSF. Les États-Unis ont imposé leurs premières sanctions en juin 2023, suivis par le Royaume-Uni en juillet 2023, qui a sanctionné six entreprises affiliées à l'armée et aux RSF, ainsi que des entreprises liées au groupe Wagner en Afrique, accusées de soutenir les parties au conflit<sup>(39)</sup>.

Malgré tous les efforts entrepris, davantage d'initiatives sont nécessaires pour mettre fin au conflit dans les plus brefs délais, car sa prolongation pourrait le transformer en guerre civile et entraîner la partition du Soudan.

### *Résumé :*

*Il ressort de ce qui précède que le Soudan est actuellement l'un des États les plus fragiles au monde, occupant la deuxième place selon l'indice des États fragiles (FSI), en raison du conflit en cours dans le pays, qui est un affrontement pour le pouvoir entre les Forces armées soudanaises et les Forces de soutien rapide. Ce conflit accentue la fragilité de l'État et aggrave ses indicateurs. Lorsque le conflit a éclaté au Soudan en 2003, les indicateurs de fragilité ont augmenté, plaçant le pays au premier rang de l'indice de la fragilité de l'État en 2006 et 2007. De même, après le déclenchement du conflit en 2023, les indicateurs de fragilité ont de nouveau grimpé, et le Soudan s'est classé deuxième dans l'indice en 2024.*

*Si ce conflit perdure, il risque de déboucher sur une guerre civile qui pourrait aboutir à la dislocation et à la fragmentation du Soudan. Il est donc impératif que toutes les forces locales et régionales redoublent d'efforts pour inciter les parties au conflit à cesser les combats et à parvenir à un accord afin d'éviter l'aggravation de la crise.*

*En l'absence d'un accord pacifique et si le conflit se prolonge, trois scénarios se dessinent :*

- Le premier scénario est celui de la victoire de l'armée soudanaise sur les Forces de soutien rapide. Dans ce cas, l'armée pourrait diriger la phase de transition avant de transférer le pouvoir à un gouvernement civil par le biais d'élections libres.*
- Le deuxième scénario, le plus grave, consiste en la poursuite du conflit et sa transformation en guerre civile, chaque camp conservant le contrôle de ses zones actuelles, ce qui pourrait conduire à la division du Soudan en deux États, comme ce fut le cas lors de la sécession du Soudan du Sud, aujourd'hui État indépendant et souverain.*
- Le troisième scénario serait la victoire des Forces de soutien rapide sur l'armée soudanaise, avec le soutien d'acteurs régionaux et internationaux. Toutefois, ce scénario reste hautement improbable, car l'armée soudanaise compte plus du double des effectifs des Forces de soutien rapide, dispose de forces aériennes capables de frapper les zones contrôlées par Hemedti – ce dont les RSF sont dépourvues – et bénéficie du soutien d'acteurs internationaux et régionaux qui cherchent à mettre fin au conflit et à y remédier.*

## Références :

- (1) Reem Abbas, Fragile state index annual report 2023, 2023, Fund For Peace, [https://fragilestatesindex.org/wp-content/uploads/2023/06/FSI-2023-Report\\_final.pdf](https://fragilestatesindex.org/wp-content/uploads/2023/06/FSI-2023-Report_final.pdf) , (1 Feb, 2024).
- (٢) على الدين هلال، السياسة المقارنة من السلوكية إلى العولمة، جامعة القاهرة، كلية الاقتصاد والعلوم السياسية، ٢٠١٥م، ص ٢٧.
- (٣) الشيماء عبد السلام، الصراع على السلطة كأحد معوقات إعادة بناء الدولة في ليبيا: كمتال على الدولة الهشة خلال الفترة (٢٠١١-٢٠٢٤م)، يوليو ٢٠٢٤م، مجلة السياسة والاقتصاد، جامعة بني سويف، العدد الثالث والعشرون.
- (4) Olivier Nay, Fragile and failed states: Critical perspectives on conceptual hybrids, 2013, Sage, International Political Science Review, <https://journals.sagepub.com/doi/full/10.1177/0192512113480054>, ( 2 Oct, 2024).
- (5) Ibid, P5.
- (6) Ibid, p6.
- (7) James Michel, Defining Fragility and Identifying Fragile Situations Report Title: Managing Fragility and Promoting Resilience to Advance Peace, Security, and Sustainable Development, 2018, Center for Strategic and International Studies (CSIS), <http://www.jstor.com/stable/resrep22409.7> , (20 Sep, 2024).
- (8) Frances Stewart & Graham Brown, Fragile States, June, 2010, Centre for Research on Inequality, Human Security and Ethnicity, No, 3, Pp 8-9.
- (9) Claire Vallings & Magüi Moreno-Torres, DRIVERS OF FRAGILITY: WHAT MAKES STATES FRAGILE?, April, 2005, AgEcon, DEPARTMENT FOR INTERNATIONAL DEVELOPMENT, P7.
- (10) Ibid, p16.
- (11) Ibid, P17-18.
- (12) Ibid, P 17- 24.
- (13) Fund for Peace, Fragile State Index Annual Report 2023, 2023, [https://fragilestatesindex.org/wp-content/uploads/2023/06/FSI-2023-Report\\_final.pdf](https://fragilestatesindex.org/wp-content/uploads/2023/06/FSI-2023-Report_final.pdf) , (21 Sep, 2024).
- (١٤) أحمد سليمان أكبر، التحول الديمقراطي في السودان في ظل دولة هشة، ٢٠٢٢م، المستقبل العربي، ١ أكتوبر ٢٠٢٤م. <http://searchmandumah.com/record/1278276>.
- (١٥) حليلة صلاح، السودان إلى أين، ٢٠٢١م، مجلة شئون عربية، ١٥ سبتمبر ٢٠٢٤م. <http://search.mandumah.com/record/1231875>
- (16) Fragile State Index, <https://fragilestatesindex.org/global-data/> , 15 Nov, 2024.
- (17) Reem Abbas, Fragile state index annual report 2023, Opcit.
- (١٨) على الدين هلال، الحرب في السودان: الرؤى العام وغموض مسار الأحداث، ٢٠٢٢، آفاق سياسية، المركز العربي للبحوث والدراسات، <http://search.mandumah.com/Record/1404000> , 1 Oct, 2024.
- (19) Jean-Baptiste Gallopin, Bad Company how dark money threatens Sudan's transition, 2020, European Council on Foreign Relations , <http://www.jstor.com/stable/resrep2471> , (20 Feb, 2024).
- (20) Ibid.
- (٢١) على الدين هلال، الحرب في السودان، مرجع سبق ذكره.
- (٢٢) مصطفى عبد العزيز مرسى، السودان والتحدى المصيري، ٢٠٢٢، جامعة الدول العربية (الأمانة العامة)، ١ أكتوبر ٢٠٢٤م. <http://search.mandumah.com/Record/1405177> .
- (23) ----, Halting the Catastrophic Battle for Sudan's El Fasher, June 2024, International Crisis group, <https://www.crisisgroup.org/africa/horn-africa/sudan/b198-halting-catastrophic-battle-sudans-el-fasher> , (15 Sep, 2024).
- (24) الشكل من إعداد الباحثة بناءً على بيانات مؤشر الدولة الهشة، Fragile States Index <https://fragilestatesindex.org/global-data/> . (15 أكتوبر 2024)
- (25) ----, Sudan: Conflict, April 2023, relief web Informing humanitarians worldwide, <https://reliefweb.int/report/sudan/acaps-briefing-note-sudan-conflict-19-april-2023> , (20 Feb, 2024).
- (26) Ibid, p19.
- (٢٧) الشكل من إعداد الباحثة بناءً على بيانات مؤشر الدولة الهشة، مرجع سبق ذكره.
- (28) Nada Ali, Stubborn Historical Legacies: Power Relations and Government Policy in Sudan, May, 2022, ERF Working Papers Series, <https://erf.org.eg/app/uploads/2022/05/1551.pdf> , (1 June,2024).
- (29) International Crisis Group, Financing the Revival of Sudan's Troubled Transition, 2020, <https://www.jstor.com/stable/resrep31574> , (1 March, 2024).
- (٣٠) الشكل من إعداد الباحثة بناءً على بيانات مؤشر الدولة الهشة، مرجع سبق ذكره.
- (31) ACAPS, Opcit.
- (32) Insecurity Insights, Sudan Situation Report Analysis Conflict Developments and their Implications for Aid Agencies, July, 2023, <https://insecurityinsight.org/wp-content/uploads/2023/07/Sudan-Situation-Analysis-Conflict-Developments-and-their-Implications-for-Aid-Agencies.pdf> , (4 April 2024).
- (33) UNHCR, Sudan Situation External Update, October, 2024, UNHCR Report, <https://reliefweb.int/report/sudan/sudan-situation-external-update-82-29-september-5-october-2024> ,(2 Oct, 2024).
- (٣٤) الشكل من إعداد الباحثة بناءً على بيانات مؤشر الدولة الهشة، مرجع سبق ذكره.
- (٣٥) الشكل من إعداد الباحثة بناءً على بيانات مؤشر الدولة الهشة، مرجع سبق ذكره.
- (٣٦) الشكل من إعداد الباحثة بناءً على بيانات مؤشر الدولة الهشة، مرجع سبق ذكره.
- (٣٧) ---، مبادرة للحل في السودان.. هدية ٦٠ يوم وحكومة وجيش موحد، مارس ٢٠٢٤م، العربية. <https://www.alarabiya.net/arab-and-world/sudan/2024/03/19/%D9%85%D8%A8%D8%A7%D8%AF%D8%B1%D8%A9-%D9%84%D9%84%D8%AD%D9%84%D9%81%D9%8A-%D8%A7%D9%84%D8%B3%D9%88%D8%AF%D8%A7%D9%86-%D9%87%D8%AF%D9%86%D8%A9-60-%D9%8A%D9%88%D9%85%D8%A7-%D9%88%D8%AD%D9%83%D9%88%D9%85%D8%A9-%D9%88%D8%AC%D9%8A%D8%B4-%D9%85%D9%88%D8%AD%D8%AF> , (١٠ أكتوبر 2024)
- (٣٨) مصطفى عبد العزيز مرسى، مرجع سبق ذكره، ص ١٠-١٤.
- (39) Hager Ali, The War in Sudan: How Weapons and Networks Shattered a Power Struggle, 2024, German Institute of Global and Area Studies (GIGA), <https://www.jstor.com/stable/resrep58052> , (26 Oct, 2024).



## L'impact du conflit sur la fragilité de l'État au Soudan (2019–2024)

Dr. Zeinab Magdy Mohamed

# L'impact du conflit sur la fragilité de l'État au Soudan (2019–2024)

■ Dr. Zeinab Magdy Mohamed

Maîtresse de conférences en sciences politiques,  
Faculté d'économie et de sciences politiques, Université du Caire

### Résumé:

Cette étude vise à analyser le concept d'État fragile et à clarifier les déterminants de cette fragilité. Elle cherche à répondre à la question suivante : Quel est l'impact du conflit sur la fragilité de l'État au Soudan ? L'approche méthodologique adoptée repose sur le paradigme fonctionnaliste-structuraliste et l'indice de l'État fragile (FSI) pour examiner les causes de la fragilité au Soudan.

L'étude est structurée en trois parties. La première présente le cadre conceptuel de l'État fragile et ses déterminants. La deuxième explore le conflit actuel au Soudan, son historique et son impact sur les indicateurs de fragilité de l'État, regroupés en quatre catégories : Les indicateurs de désunion, qui reflètent les conflits et divisions au sein de l'élite ; les indicateurs politiques, comprenant l'érosion de la légitimité de l'État, son incapacité à fournir des services de santé, d'éducation ou des infrastructures, ainsi que la situation des droits humains ; les indicateurs économiques, tels que le déclin économique, la pauvreté, l'incapacité à satisfaire les besoins fondamentaux de la population, les disparités de développement et la fuite des cerveaux ; les indicateurs sociaux, incluant les pressions démographiques (catastrophes naturelles, maladies, insécurité alimentaire), les flux importants de réfugiés et déplacés, ainsi que les interventions extérieures.

La troisième partie présente les résultats, les recommandations de l'étude et les scénarios futurs du conflit soudanais.

L'étude conclut que le conflit au Soudan un affrontement pour le pouvoir entre l'armée soudanaise et les Forces de soutien rapide a conduit à une aggravation significative de la fragilité de l'État. Elle recommande un renforcement des efforts aux niveaux local, régional et international pour prévenir la dérive vers une guerre civile et éviter l'éclatement de l'État soudanais.

**Mots-clés:** État fragile, conflit, Soudan.

## تأثير الصراع على هشاشة الدولة في السودان في الفترة (٢٠١٩ – ٢٠٢٤م)

■ د. زينب مجدى محمد

مدرس العلوم السياسية، كلية الاقتصاد والعلوم السياسية، جامعة القاهرة

### المستخلص:

تسعى الدراسة إلى تحليل مفهوم الدولة الهشة، وتوضيح محددات هشاشة الدولة، وتحاول الدراسة الإجابة عن التساؤل التالي: ما تأثير الصراع على هشاشة الدولة في السودان؟ من خلال استخدام المنهج البنائي الوظيفي ومؤشر الدولة الهشة (FSI)، لتحليل أسباب هشاشة الدولة في السودان. وتم تقسيم الدراسة إلى ثلاثة أقسام، القسم الأول يتناول الإطار المفاهيمي للدولة الهشة ومحددات الهشاشة، والقسم الثاني يتناول الصراع الدائر في السودان وتاريخه وتأثيره على مؤشرات هشاشة الدولة، وهي تنقسم لأربع فئات، الفئة الأولى هي مؤشرات عدم التماسك والمقصود بها الصراعات والانشقاقات داخل النخبة، والفئة الثانية هي المؤشرات السياسية وهي تشمل تآكل شرعية الدولة، وعدم قدرة الدولة على توفير خدمات صحية أو تعليمية أو بنية تحتية، وحقوق الانسان. والفئة الثالثة هي المؤشرات الاقتصادية وتضم مؤشرات مثل التراجع الاقتصادي والفقر وعدم قدرة الدولة على توفير المتطلبات الأساسية لمواطنيها، والتنمية غير المتكافئة، وهجرة العقول. والفئة الرابعة هي المؤشرات الاجتماعية وتشمل الضغوط الديموجرافية مثل الكوارث الطبيعية والأمراض ونذرة الغذاء، وأعداد اللاجئين والنازحين الكبيرة والتدخلات الخارجية، والقسم الثالث يوضح نتائج الدراسة ومقترحاتها ومستقبل الصراع في السودان. وخلصت الدراسة إلى نتيجة مهمة وهي أن الصراع في السودان (وهو صراع على السلطة بين قوات الجيش السوداني وقوات الدعم السريع) نتجت عنه زيادة معدل هشاشة الدولة، وتقترح الدراسة بذل مزيد من الجهود المحلية والإقليمية والدولية لمنع تحول الصراع إلى حرب أهلية ولمنع تفكك دولة السودان.

**الكلمات المفتاحية:** الدولة الهشة، الصراع، السودان.